

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le Suicide de L.-O. Frossard (*D. Manouïlsky*). —
Le gouvernement ouvrier en France (*L. Trotsky*).
— Qu'est-ce qu'une Société communiste ? (*Ber-*
treint),

Le Congrès Communiste de Leipzig (suite et fin)
(*Alix Guillaïn*). — Chronique Internationale :
Allemagne (*R. Albert*). — Bibliothèque Com-
muniste.

Le suicide de L.-O. Frossard

ALORS que le gouvernement français pré-
parait son agression scélérate contre le
peuple allemand et que, dans les pri-
sons républicaines, les geôliers net-
toyaient en hâte les cellules destinées
aux membres du Comité directeur du Parti Com-
muniste arrêtés pour leur protestation contre l'oc-
cupation de la Ruhr, un des membres les plus
haut placés de ce Comité, son secrétaire général,
L.-O. Frossard, s'enfuyait du Parti Communiste
français. Notre vieille éthique révolutionnaire, for-
gée dans l'action clandestine, nous a enseigné que
tout abandon injustifié d'un poste confié par le
Parti est une désertion, mais l'abandon du Parti
au moment où ce dernier s'élançait au combat, où
des dizaines de milliers de ses membres s'ébran-
lent pour l'action, où dans l'air flotte l'odeur de
la poudre et du sang, où les limiers de la police,
les dents luisantes, flairent le trottoir devant la
rédaction des journaux communistes et les locaux
du Parti dans l'espoir d'éventer un complot contre
la sûreté de l'Etat, à un tel moment, disons-nous,
l'abandon du Parti par son secrétaire général est
une désertion devant l'ennemi et comme telle,
d'après la loi martiale, mérite la peine de mort
politique.

L.-O. Frossard n'était pas, comme l'avocat mil-
lionnaire Torrès, — sorti avec lui du Parti, — un
de ces météores fugaces qui traversent acciden-
tellement l'horizon politique et disparaissent sans
laisser trace ni regret. L.-O. Frossard était lié au
mouvement du prolétariat français depuis plus de
dix ans et, occupant depuis longtemps, d'abord
dans l'ancien Parti Socialiste, puis, après le Con-
grès de Tours, dans le Parti Communiste, le poste
de secrétaire général, il avait été, durant ces der-
nières années, au sommet même de la direction du
Parti. Avec l'ancien Parti, il avait parcouru toute
la voie douloureuse de la longue évolution de ce
dernier : sa déchéance pendant la guerre, ses pre-
mières et timides tentatives pour se ressaisir et,

enfin, son adhésion à la 3^e Internationale. En 1920,
il avait été, avec Marcel Cachin, envoyé en Russie
pour y mener une enquête impartiale sur la Ré-
volution russe et la République des Soviets, et, à
son retour à Paris, enthousiasmé par les conquê-
tes de cette révolution prolétarienne, unique dans
l'Histoire, il conviait, en d'immenses assemblées,
les masses à se ranger sous l'étendard de la
3^e Internationale. L.-O. Frossard avait pris une
part active à une série de conférences internatio-
nales. En juin dernier encore, il assistait à la
session de l'Exécutif élargi comme représentant
du Parti français, au nom duquel il prenait des
engagements. A la veille du Congrès de Paris, il
répétait encore à l'auteur de ces lignes :

— « Je ne serai jamais le Serrati français. »

Et maintenant que le parti de Serrati, après une
série de fautes, cherche à rallier de nouveau le
drapeau de l'Internationale, Frossard rompt avec
son parti par une tentative désespérée d'organiser
une scission. Et c'est précisément parce que Fros-
sard a joué durant ces dernières années un rôle
de premier plan dans la vie du Parti français,
qu'il n'était ni l'avocat Torrès, ni le petit reporter
de l'*Humanité* Bernard Lecache, ni le poète déca-
dent Noël Garnier, ses compagnons de désertion,
que son geste revêt un caractère plus criminel
et doit être jugé avec la dernière rigueur. Fros-
sard n'était pas un militant quelconque ; aussi sa
désertion individuelle prend, au point de vue poli-
tique, valeur de symbole et mérite une analyse à
part.

Comment se fait-il qu'un homme qui avait été,
durant des années, à la tête d'un grand parti poli-
tique, se soit décidé à abandonner ce parti au
moment où il commençait, lentement mais sûre-
ment, à avancer dans la voie de sa guérison
définitive ? Avons-nous, en Frossard, un de ces
hommes qui rejettent sur les masses leur lassitude
intérieure, leur désenchantement d'intellectuels,
et qui, moralement émasculés, irrémédiablement
finis, s'efforcent de trouver des raisons objectives

à leur apostasie pour se laisser couler, la conscience apaisée, au fond du lac dormant de l'existence sans alarme de la foule sans nom ? Ou bien sommes-nous en présence d'une nature active qui demain fera des efforts convulsifs pour remonter à tout prix à la surface d'un autre parti ?

Le mouvement français a fourni une abondante galerie de traîtres et de renégats où figurent ces deux types d'hommes. Il a fait surgir un Aristide Briand qui fut aussi secrétaire de l'ancien Parti Socialiste français et qui termine sa carrière dans les fauteuils ministériels de la III^e République. Il a connu la métamorphose du communard Henri Rochefort en directeur du journal réactionnaire et nationaliste *la Patrie*. Il a vu l'écroulement de l'antimilitariste forcené Gustave Hervé, devenu un des partisans les plus acharnés de la répression de la Révolution russe par la force des armes étrangères et le porte-parole des visées les plus impérialistes de la bourgeoisie française.

Mais il a vu, en même temps, des gens comme le syndicaliste révolutionnaire Georges Yvetot, qui, acculé par la guerre de 1914, manqua de courage et, déclarant que devant le carnage des peuples il n'avait rien à dire au prolétariat, puisque tous les hommes étaient devenus fous, se retira dans une colonie d'enfants dont il se fit l'éducateur. Si le Frossard d'aujourd'hui, vidé, « défluidisé », suivait l'exemple d'Yvetot, ce serait pour lui la meilleure fin. Les masses sont sans pitié pour ceux qu'elles dépassent, mais elles peuvent leur accorder la grâce de l'oubli. Par contre, elles ne pardonnent jamais à ceux qui, après avoir dépensé le restant de leur capital de « popularité » en tentatives infructueuses pour s'imposer à elles, sentant leur faillite arrivée, s'en vont en faisant claquer les portes et se vengent basement et rageusement de leur déchéance sur leur ancien parti. Frossard aura-t-il assez de tact, assez d'intelligence de la situation pour disparaître de l'horizon politique et aller se perdre dans l'oubli ? Nous ne le savons pas. Les informations qui nous parviennent de France semblent indiquer plutôt le contraire. L.-O. Frossard organise un nouveau Parti Communiste « Unitaire », où se réfugieront tous les partisans du Bloc des Gauches, tous les Fabre, tous les Verfeuil, tous les habitués des loges maçonniques et les candidats aux fauteuils du Palais-Bourbon. Mais ce que nous savons, c'est que l'acte de Frossard est la tragi-comédie d'un homme qui a compris clairement qu'il n'était plus nécessaire à son parti comme chef. D'ailleurs, c'est l'impression qui s'était dégagée nettement, en octobre dernier, du Congrès de Paris. Frossard, le diplomate expérimenté et habile, Frossard le dictateur de tous les précédents Congrès, passé maître dans l'art de louvoyer entre les différents courants, de les opposer l'un à l'autre pour conquérir au moment décisif la majorité, Frossard, le politicien consommé, élevé à l'école de l'ancien Parti Socialiste, ne fut plus, à ce Congrès, que le jouet de la droite, une loque humaine ballotée par

la vague furieuse des passions politiques, jusqu'au moment où un évanouissement opportun vint le sauver du naufrage définitif.

L.-O. Frossard n'a jamais été un homme d'une volonté de fer. D'ailleurs, ce n'était pas la qualité requise d'un chef à l'époque d'avant-guerre. Pour être un chef dans l'ancien parti, il suffisait d'avoir la langue bien pendue, un certain talent de discussion pour démonter ses adversaires, une plume alerte et, par-dessus tout, de connaître à fond la diplomatie intérieure du Parti, c'est-à-dire de savoir ourdir et déclencher au bon moment une intrigue contre un rival et s'assurer, par des manœuvres ingénieuses, la majorité en jouant sur la passivité et l'indifférence de la masse ; il suffisait de ne jamais diriger cette dernière, de ne jamais lui dire la vérité amère, parfois peut-être nécessaire, de s'adapter à l'état d'esprit du moment, de suivre le courant ou, comme disaient pittoresquement nos ménécheviki, de « se tromper avec les masses ». Or, toutes ces qualités, Frossard les possédait au plus haut degré. Disciple de l'école parlementaire française, il estimait, là où les circonstances exigeaient de la décision révolutionnaire et une volonté ferme comme l'acier, — qu'il suffisait d'une certaine dose de souplesse alliée à de la dextérité, pour rouler à la fois et l'histoire, et ses partisans, et ses adversaires.

« La politique est l'art de la duperie universelle ». C'est avec cette vérité vieille comme le monde, désespérément banale, que le jeune instituteur de Belfort débarqua, par une journée maussade et brumeuse, à Paris. Sa ville natale lui avait donné ses premières leçons de politique. Là, on se dupait sans relâche et à qui mieux mieux : les candidats ménageant la chèvre et le chou dupaient sans conscience le « peuple souverain » appelé à manifester sa volonté aux urnes électorales, les boutiquiers dupaient leurs clients en leur refillant des laissés pour compte, les bistrotiers dupaient les consommateurs éméchés en leur versant de la piquette au lieu de vin, les curés dupaient les bigotes en leur promettant les joies célestes de l'au-delà... Et Frossard avait pris ces mœurs de la province française pour la loi de l'existence même, d'une portée aussi générale que la loi de la gravitation universelle de Newton. Du reste, s'il avait eu là-dessus quelques doutes, Paris, ce vieux cloaque de mensonges et de tromperie capitaliste, les eût bien vite dissipés. Là, Frossard rencontra les coryphées de la 2^e Internationale, vit les mœurs des milieux dirigeants, parmi lesquels il s'orienta rapidement, et se convainquit que le bagage idéologique et le mode d'opérer des « chefs » de la 2^e Internationale ne différaient que fort peu des principes et des méthodes des curés, bistrotiers et boutiquiers belfortins. Ce n'étaient, en somme, que les procédés de ses matois et peu scrupuleux compatriotes que transportaient dans la haute politique, sur l'échelle nationale et même internationale, les manitous de la 2^e Internationale. Ils « trompaient » la bourgeoisie en l'effrayant par

le spectre de la Révolution sociale, pour se donner de l'importance à ses yeux et faire monter leurs actions. Ils trompaient le prolétariat en le leurrant du « mythe social » de la bataille suprême, du « Grand Soir », que personne d'entre eux ne désirait sincèrement et que tous, au fond de l'âme, redoutaient au moins autant que n'importe quel curé et ses pénitentes à mitaines. Ils trompaient des millions d'ouvriers en élaborant, à leurs congrès, divisés parfois par de sérieuses dissensions, des résolutions emberlificotées auxquelles nul homme de bon sens n'arrivait à rien comprendre et dans lesquelles ils mariaient le blanc et le noir et conciliaient l'inconciliable. C'était alors l'époque où, dans la même Internationale, se coudoyaient Liebknecht et son assassin Noske, Rosa Luxembourg et Philippe Scheidemann, Lénine et Dora Kaplan. Le comble de l'habileté diplomatique était alors de savoir rallier la majorité sur une résolution et manœuvrer de façon à rester en excellentes relations avec les révolutionnaires et les opportunistes, les futurs meurtriers et leurs futures victimes. Et le type le plus représentatif de cette époque de maquignonnage politique était à coup sûr le président lui-même de la 2^e Internationale, Emile Vandervelde.

Pourtant les premiers nuages avant-coureurs de l'orage de la guerre s'amoncelaient à l'horizon. Feu Jaurès, un des hommes les plus clairvoyants de cette époque, caractérisait ainsi l'Europe dans la période d'avant-guerre : « Elle rappelle, disait-il à peu près, une galerie avec un système de poudrières, parmi lesquelles les dirigeants, tels des fous, vont et viennent avec des torches allumées dont une seule étincelle suffit pour faire tout sauter. » En 1912, une étincelle fit sauter la poudrière des Balkans. La guerre balkanique fut le premier avertissement menaçant le prolétariat international, auquel elle montra toute l'instabilité du système capitaliste et dévoila le réseau d'intrigues que tissaient les grandes puissances dans le Proche-Orient, où devait bientôt éclater l'incendie mondial. Ce qu'exigeait alors des partis socialistes une telle situation, ce n'était plus des résolutions, des déclarations et de grands mots mais de l'action révolutionnaire et de l'esprit de sacrifice ; ce n'était plus de la diplomatie qu'il fallait, mais une lutte vigoureuse et héroïque. Mais les anciens « chefs » habitués à une existence tranquille et pondérée, aux luttes de la tribune parlementaire, à des sacrifices qui n'allaient pas plus loin que leurs cotisations mensuelles en faveur du Parti, pouvaient-ils faire ainsi tout d'un coup un saut dans l'inconnu révolutionnaire ? La période héroïque qui, après la guerre franco-allemande, avait fait surgir les hardis protestataires qu'étaient les Auguste Bebel, les Wilhelm Liebknecht et les Communards parisiens, n'était plus que de l'histoire ancienne. S'élançant au combat contre la guerre, c'était pour les « chefs » sacrifier non seulement leur situation personnelle, mais la situation légale

du Parti, c'était vider sa caisse et exposer ses locaux aux perquisitions et à la mise à sac, comme ils le disaient, « se laisser prendre à la provocation » des classes dirigeantes. Le Parti, à leurs yeux, avait depuis longtemps perdu son caractère d'instrument de la révolution ; il était devenu une grande entreprise qui leur permettait — tel son fonds de commerce au boutiquier de Belfort — de réaliser des profits politiques. Ce Parti n'était pas un organe supérieur au-dessus des personnes et des volontés individuelles, une force mettant en mouvement des milliers d'hommes, brisant sur son chemin tous ceux qui s'opposent à ses décisions, laissant derrière elle les pusillanimes et les hésitants. Elle était en quelque sorte une chose à la disposition des chefs, un instrument subordonné aux intérêts de leur ambition personnelle, un des attributs de leur personnalité, tout comme leur famille ou le café dont ils étaient les habitués. Mettre en jeu le sort de ce Parti, c'était pour eux risquer toute leur existence, c'était perdre les organes légaux de la presse du Parti qui savaient si bien faire mousser chaque intervention parlementaire des leaders socialistes, c'était se priver d'une réclame électorale gratuite, et repousser peut-être la masse des électeurs imprégnés du même esprit que leurs chefs. Or, les chefs de la 2^e Internationale étaient habitués à ce que leur décision révolutionnaire ne dépassât pas le rôle loyal de « parti d'extrême opposition ». Cela faisait si bien et c'était en même temps si peu dangereux de prononcer pour les masses un discours tonnant contre le capitalisme sans rien entreprendre pour préparer la révolution véritable et secouer le joug du capitalisme ! Les masses croyaient avoir, à la tête de leur mouvement, des révolutionnaires prêts à les mener à l'assaut du capitalisme quand viendrait l'heure de la « lutte finale », et la bourgeoisie riait dans sa barbe, bien sûre que les murailles de la Jéricho capitaliste ne s'écrouleraient point sous la foudre des discours de l'opposition de Sa Majesté. Et il semblait aux chefs de l'ancien parti socialiste que cette situation durerait éternellement, qu'il suffisait de louvoyer intelligemment entre la révolution et le capitalisme et qu'aucune force au monde ne pourrait ébranler leur pouvoir.

La guerre des Balkans posa devant les chefs opportunistes la question de la riposte des masses socialistes à la déclaration de guerre par les classes dirigeantes. Mais ce qui faisait la force de notre Parti bolchevik russe : sa décision révolutionnaire, sa fermeté et sa ténacité — toutes qualités indispensables à un parti révolutionnaire — manquait complètement aux anciens partis socialistes. Le Congrès de Bâle qu'ils convoquèrent au début de la guerre des Balkans se passa dans un décor scénique en quelque sorte symbolique. Il tint ses sessions dans une vieille église protestante désaffectée. Les pasteurs suisses pacifistes accueillirent ses délégués au son des cloches, ce

qui donna aux Narcissses socialistes toujours prêts leurrant du « mythe social » de la bataille sur ce morale du socialisme, dont la marche triomphale était célébrée par le carillon des cloches protestantes. C'est dans ce décor théâtral que messieurs les opportunistes votèrent des résolutions dans lesquelles ils promettaient de dresser, avec l'aile véritablement révolutionnaire, l'insurrection contre la guerre.

Mais, hélas ! ce que sonnaient les cloches de Bâle, c'était le glas de la 2^e Internationale. Lorsque deux ans plus tard la bourgeoisie se décida la première à violer la légalité et lança les masses prolétariennes dans la boucherie mondiale, la 2^e Internationale n'était déjà plus qu'un cadavre. Pour commencer heureusement la campagne militaire, la bourgeoisie française, par la main d'un certain Vilain, envoya une balle dans la nuque de Jaurès, et lorsque, tremblants de fureur, les quartiers ouvriers n'attendaient qu'un mot de leur parti pour venger la mort de celui qui avait lutté pour la paix, le parti socialiste, en union avec le gouvernement Viviani, lança à ses membres un appel où il les exhortait à garder leur calme et à remplir leur devoir civique de chair à canon sur le front, dans la guerre pour « le droit et la justice ».

Aux funérailles de Jaurès, parmi la foule des ouvriers qui pleuraient sur le corps encore chaud, pleurait aussi le pire traître aux intérêts du prolétariat, le secrétaire de la Confédération Générale du Travail, Jouhaux, flanqué du président du Conseil des ministres lui-même, Viviani, qui, lui aussi, y alla de sa larme... Mais le forfait était accompli. Pas un des chefs du parti socialiste n'osa élever la voix pour dire à la classe ouvrière la vérité que lui avait criée dès le début de la guerre le parti bolchevik-russe.

Les masses ouvrières se trompèrent... L.-O. Frossard, lui aussi, « se trompa avec elles ». Avec son parti il contribua activement à la création de la légende de la « dernière guerre » à laquelle devait succéder la fraternité des peuples ; avec son parti, il exprima sa confiance aux députés socialistes qui votaient les crédits de guerre, avec lui il poursuivit dans les fédérations les premiers zimmerwaldiens qui tentaient d'endiguer la marée montante du chauvinisme. C'était ce que les bardes du social-nationalisme appelaient : « Marcher en contact avec les masses ». Les Frossard savaient parfaitement qu'il n'était pas de sacrifices révolutionnaires qui ne valussent la peine d'être faits pour prévenir l'extermination en masse de la classe ouvrière, dans cette guerre qui devait coûter à l'humanité des millions de morts et une quinzaine de millions de blessés et de mutilés. Ils savaient parfaitement qu'aucune révolution, si sanglante fût-elle, n'exigerait un tel nombre de victimes. Mais les Frossard savaient également que

toute tentative sérieuse de s'opposer à la guerre attirerait infailliblement les premières balles sur les vaillants qui se décideraient à cette tentative. Et ils préférèrent « se tromper avec les masses », les faire exterminer plutôt que d'exposer leur vie ou leur situation personnelle.

Il fallut l'égorgeement de millions d'ouvriers français, anglais et allemands, il fallut la mort de millions d'êtres humains fauchés comme des épis par les rafales de la grosse artillerie et des mitrailleuses, étouffés par les gaz asphyxiants, empalés sur les fils de fer barbelés, enfouis vivants sous la terre de leurs tranchées détruites, ou coulés au fond des mers et des océans, pour que ceux qui avaient par miracle échappé à ce carnage comprissent cette simple vérité que ne s'étaient lassés de répéter avant la guerre dans leurs écrits et leurs discours des centaines et des milliers de socialistes : que la guerre future serait une guerre impérialiste à laquelle les masses ne gagneraient rien et qui ne ferait, au contraire, que les charger de nouvelles chaînes.

Le désenivrement des masses donna également à réfléchir aux chefs. Se faisant tirer comme des taureaux que l'on mène à l'abattoir, étouffant de toutes leurs forces l'esprit révolutionnaire des masses, pesant sur elles comme un poids mort, ils n'en comprirent pas moins qu'il était inutile de résister plus longtemps à l'évolution générale, qu'il leur fallait s'adapter à l'esprit du temps, sinon qu'ils allaient être balayés par la vague de l'indignation populaire et mis au rancart comme de vieux carcans. Ceci fut le sort des moins clairvoyants d'entre eux : Renaudel, Jouhaux, Albert Thomas. Plus habiles mais peut-être encore plus malhonnêtes que leurs collègues de droite, les autres, et parmi eux L.-O. Frossard, s'adaptèrent au bon moment à la situation et vinrent avec les masses vers le communisme.

Pourtant, l'opposition contre la guerre avait surgi en France presque dès le premier jour de sa déclaration. Ceux qui ont vécu en France à cette époque se souviennent de l'orgie de nationalisme à laquelle se livrait alors toute la fleur de la société bourgeoise. Dans aucun pays belligérant la presse ne se signala par un chauvinisme aussi féroce. Les grands journaux relataient avec attendrissement l'arrivée sur le front de la tribu sauvage des Somalis, venus spécialement, d'après les correspondants, pour se régaler de la chair des Boches qu'ils allaient embrocher comme des lapins. Mais à cette époque de folie nationaliste furieuse, il se trouva pourtant dans le mouvement ouvrier français d'honnêtes et vaillants révolutionnaires pour élever la voix contre l'extermination des peuples. La lettre que le syndicaliste Pierre Monatte adressa au début du carnage mondial au Comité confédéral et dans laquelle il accusait ouvertement le président de la République, Poincaré,

d'avoir préparé la guerre, fut la première action publique des éléments révolutionnaires du mouvement ouvrier français. Le processus de consolidation de ces éléments passa ensuite par le stade du zimmerwaldisme, puis par celui de la formation du groupe d'opposition de Loriot au sein du parti et aboutit enfin à la création du Comité de la 3^e Internationale. Mais, nulle part, le nom de Frossard ne figure dans la liste de ceux qui préparèrent ainsi l'organisation du Parti Communiste.

En qualité de secrétaire de l'ancien parti socialiste, Frossard non seulement fut étranger à ce mouvement, mais le combattit activement aux Congrès du Parti, aux assemblées publiques.

En automne 1920, la poussée de la gauche révolutionnaire du mouvement ouvrier français atteint son point culminant. La grève générale préparée au printemps de cette même année par les organisations ouvrières et qui, vu la situation alors encore objectivement révolutionnaire, pouvait être le prologue de la plus grave collision de classes, avait échoué grâce à la trahison de Jouhaux et des chefs de l'ancien parti socialiste. Il n'était plus possible d'attendre. A d'immenses réunions ouvrières, le seul nom de la Révolution russe d'octobre provoque des explosions d'enthousiasme. Les troupes revenues du front apportent dans les plis de leurs capotes la haine ardente de la guerre. La guerre se termine par l'infâme traité de Versailles qui ouvre la voie à de nouvelles guerres impérialistes et prépare un nouveau carnage de l'humanité. Le romantisme contre-révolutionnaire dont les chefs ont bercé et leurré les masses pendant quatre ans a fait son temps. Il reste encore un espoir, les fameux 14 points de Wilson, dernière planche de salut auxquels s'accrochent désespérément les leaders socialistes. Mais, bientôt, leur fausseté interne, leur inconsistance apparaissent au grand jour. On s'aperçoit que les propositions du pieux président américain aux bandits de Versailles ne sont guère plus efficaces que les sermons d'un pasteur tombé dans une maison publique et recommandant aux clients la chasteté et l'abstinence.

Dans cette situation le Parti socialiste français décide d'envoyer au 2^e Congrès de l'Internationale Communiste son secrétaire, Frossard, et le camarade Marcel Cachin, afin de sonder le terrain au sujet de l'adhésion à la 3^e Internationale. Nos lecteurs se souviennent quelle était la situation au moment du 2^e Congrès de l'Internationale. Après avoir repoussé victorieusement l'agression des impérialistes d'Occident, la révolution russe avait pris elle-même l'offensive et poussé ses troupes presque jusque sous les murs de Varsovie. Toute l'Europe suivait avec anxiété les péripéties de la lutte qui se déroulait sur les bords de la Vistule, car son issue allait décider si la révolution mondiale entrerait dans la phase de l'offensive ou s'il lui faudrait reprendre la tactique de la défensive,

Le prolétariat international attendait la jonction de l'armée rouge avec les masses allemandes insurgées pour aller tenter en d'autres pays de renverser le pouvoir des classes dirigeantes. En Italie alors, le gouvernement Giolitti assistait, impuissant, à l'occupation des fabriques et des usines par les ouvriers et à la prise de la terre des grands propriétaires fonciers par les paysans. A Moscou même, Frossard se sentit presque transformé. Il se trouvait en présence d'un pays épuisé par six années de guerre impérialiste et de guerre civile, d'un pays misérable, affamé, dont le prolétariat avait montré au monde des prodiges d'héroïsme tels que l'humanité n'en avait pas vus de semblables depuis la Commune de Paris..

Pâle et la gorge serrée d'émotion, il se tenait sur la place du Kremlin parmi les délégués de l'Internationale Communiste, contemplant la foule enthousiaste dont le flot intarissable, de l'aurore au coucher du soleil, coulait au chant des hymnes révolutionnaires. Et pourtant nombreux étaient parmi les assistants ceux qui n'avaient reçu ce jour-là, pour toute ration, que des graines de pavots ou d'avoine. Drapeau rouge en tête, ouvriers et ouvrières passaient, faisant résonner le sol de leur pas cadencé, les bataillons de l'Armée Rouge victorieuse défilaient interminables. Et, à un groupe de délégués qui l'entourait, Frossard disait :

— La Révolution russe et cette manifestation ont produit sur nous une impression inoubliable. Nous voyons réalisé ce qui nous semblait, à nous Français, un rêve lointain. Vous, camarades russes, vous avez le pouvoir, vous disposez de cette force immense qu'est l'Armée Rouge, vous avez votre appareil d'Etat. Et surtout, vous avez insufflé au prolétariat international la foi en la possibilité de la Révolution sociale. »

A Moscou, au Congrès, fouetté par les événements, Frossard accepte les 21 conditions élaborées spécialement par l'Internationale Communiste pour se garder de l'intrusion des éléments opportunistes. Mais déjà, en décembre de la même année, au Congrès du Parti Socialiste français à Tours, il a une rechute d'opportunisme. A ce Congrès, c'était la lutte décisive entre les éléments véritablement révolutionnaires du Parti, dirigés par Loriot, et la droite socialiste menée par Renaudel et Longuet. Dans cette lutte, qui exigeait de chaque membre du Parti une position nette, une rupture complète avec toute équivoque et toute diplomatie, Frossard prend position au « centre ». En paroles, il est pour la 3^e Internationale, mais, en même temps, il ne veut pas rompre avec l'adversaire de la 3^e Internationale, Longuet. Les rapports personnels et les liens d'amitié lui voient la perspective des intérêts essentiels et des lois rigoureuses de la nécessité révolutionnaire. Opportuniste et diplomate de parti, Frossard n'est pas en état de s'élever au-dessus des personnalités, d'embrasser l'ensemble des intérêts du mou-

vement. Pour cela, il n'a pas une culture marxiste suffisante, ni assez de fermeté, de volonté. Au fond, politicien extrêmement borné, Frossard, comme tout opportuniste, est enclin, pour défendre sa position, à mettre en avant des considérations d'ordre sentimental. Rompre avec Longuet, c'est sacrifier tout le passé au présent, c'est mettre le mouvement en dehors des hommes, c'est penser que Longuet est de mauvaise foi contre la 3^e Internationale. Il faut le « persuader », lui démontrer la supériorité de la doctrine communiste. Ce que fit si décisivement, si irrémédiablement en 1903 un des rédacteurs de l'*Iskra*, Vladimir Ilitch Lénine, qui rompit avec ses anciens compagnons de travail, Plékhanov, Martov, Potressov, cela, évidemment, Frossard n'était pas de taille à le faire. Pour cela, pour pouvoir tout sacrifier, même les affections personnelles, il faut avant tout *comprendre* la nécessité de cet acte, être profondément convaincu de la justesse de sa position. Or, élevé à l'école de la 2^e Internationale, Frossard n'était pas capable de tirer du « bolchevisme » toutes les conclusions qu'il comporte, car il ne l'avait jamais compris et ne l'avait accepté formellement que sous la pression des masses. Toute idée, toute position nouvelle doit être mûrement pesée et réfléchie, il faut y mettre la sincérité et l'honnêteté de la pensée révolutionnaire, et L.-O. Frossard est tout entier sous l'empire des idées et des traditions de l'ancien Parti Socialiste. Au moment où la scission de la majorité communiste avec le parti de Renaudel et de Longuet est déjà, à Tours, un fait accompli, où des deux côtés de la salle du Congrès les deux camps adverses s'invectivent violemment, où le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste exige impérieusement l'exclusion de Longuet, Frossard, les larmes aux yeux, se précipite vers Longuet et, d'une voix tremblante d'émotion, l'adjure, au nom de leur ancienne « amitié », de ne pas rompre avec la majorité du Parti, de ne pas être demain de l'autre côté de la barricade.

Mais ni les larmes, ni le tremblement de la voix de Frossard ne peuvent rien changer aux lois de développement du Parti révolutionnaire. Longuet quitte le Congrès de Tours avec le reste des opportunistes « décidés » et organise avec eux le Parti social-démocrate. Par contre, Frossard réussit à entraîner dans l'aile communiste quelques fonctionnaires municipaux, maires socialistes, conseillers généraux... Et il lui semble que c'est là une immense victoire dont le jeune Parti Communiste est entièrement redevable à son habileté et à son art de manœuvrer les gens. Il ne s'aperçoit pas que ces bureaucrates municipaux, convertis avec tant de peine, commenceront demain même à tirer le Parti en arrière, entraveront par tous les moyens son épuration des éléments opportunistes, jusqu'à ce qu'ils le quittent eux-mêmes à la première occasion favorable, ce qui est arrivé, en effet, au Congrès de Paris, en octobre dernier.

Durant toute la période qui s'étend du Congrès de Tours à sa sortie du Parti, Frossard ne cesse

de mener, avec le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, un jeu savant et compliqué. Alors que la situation exige de la droiture, de la sincérité, une confiance fraternelle dans les relations, une profonde communion idéologique, le secrétaire général du Parti français, sous divers prétextes de forme, a recours à l'équivoque, traîne en longueur l'application des décisions adoptées et continue à mener le double jeu qu'il s'est si bien assimilé dans la 2^e Internationale.

A Moscou, aux séances de l'Exécutif élargi, Frossard vote toutes les propositions présentées ; à Paris, il organise contre elles l'opposition. Oh ! certes, il est bien trop habile pour agir ouvertement. Devant l'Internationale, il est la loyauté incarnée. Mais il a derrière lui l'ancien état-major du Parti Socialiste, qui joue le rôle du « peuple » révolté contre la dictature des « tyrans de Moscou ». Cette louche compagnie se révolte lorsque l'Internationale Communiste prononce l'exclusion de Fabre ; c'est elle aussi qui ne veut pas adopter les résolutions sur la question du front ouvrier unique. Au Congrès de Marseille, en 1921, c'est elle qui manœuvre contre les candidatures de gauche au Comité directeur du Parti, dont elle donne la direction aux éléments ouvertement hostiles à la 3^e Internationale. C'est elle qui, au dernier Congrès de Paris, repousse la proposition de l'Internationale Communiste relative à la constitution des organes dirigeants du Parti sur la base paritaire, proposition qui eût aidé le Parti à surmonter plus facilement sa crise intérieure. A Moscou, devant l'Internationale Communiste, Frossard argue de l'état d'esprit de son parti. A Paris, devant le Parti, il se représente comme une victime de la contrainte de Moscou. Fidèle à son principe, il s'efforce de rouler et les uns et les autres.

Mais cette politique est déjà percée à jour par la masse du Parti, qui, revenue de ses erreurs, progresse à grands pas et dépasse les Frossard qu'elle laisse loin derrière elle. Ce qu'il lui faut, ce sont de nouveaux chefs, prêts à chaque instant à donner leur vie pour la cause de l'émancipation des travailleurs. Frossard comprend qu'il n'est plus, dans le parti qu'il a dirigé pendant ces dernières années, qu'un trainard. La question se pose à lui de rallier la masse ou de se fâcher contre elle et de s'en aller.

Le politicien hystérique se fâche contre la masse, qui a descendu de leur piédestal ses héros d'hier, et il quitte le Parti. Tant mieux pour le Parti et pour la masse ! Le geste de Frossard est ce qu'il pouvait faire de mieux, car s'il n'avait pas abandonné lui-même son poste, il en eût été destitué par le Parti, pour lequel il n'était plus, politiquement, qu'un cadavre. Aucune force au monde n'est en état de le ressusciter. Pour la masse, le départ volontaire de Frossard est la meilleure solution, parce qu'il délivre le Parti d'un homme d'une autre époque, d'un homme dont l'esprit étroit était impuissant à comprendre l'histoire, les événements et la classe ouvrière.

D. MANOULSKY.

Le Gouvernement Ouvrier en France

Le gouvernement ouvrier est une formule politique algébrique, c'est-à-dire une formule aux termes de laquelle ne correspondent pas des valeurs numériques fixes. De là ses avantages et aussi ses inconvénients.

Ses avantages consistent en ce qu'elle embrasse jusqu'aux ouvriers non encore élevés à l'idée de dictature du prolétariat et à la compréhension de la nécessité d'un parti directeur.

Ses inconvénients, conséquences de son caractère algébrique, consistent en ce qu'on peut lui attribuer un sens purement parlementaire qui, pour la France, serait pratiquement le moins réel et idéologiquement le plus dangereux qui se puisse imaginer.

Léon Blum pourrait dire : « Nous acceptons le gouvernement ouvrier. Au moment où la classe ouvrière constituera une majorité parlementaire, nous serons prêts à former un gouvernement ouvrier. »

Avec une telle interprétation, il est de toute évidence que le gouvernement ouvrier ne sera jamais instauré en France car, pratiquement, la politique de Léon Blum, Jouhaux et consorts consiste, dans « l'attente » de la majorité ouvrière parlementaire, à créer des blocs avec la bourgeoisie, blocs qui, à leur tour, excluent la possibilité de la formation d'une majorité ouvrière, car ils démembrement et démoralisent la classe ouvrière.

Ainsi donc, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier en France n'est pas le mot d'ordre de combinaisons parlementaires : c'est le mot d'ordre d'un mouvement massif du prolétariat, se libérant complètement des combinaisons parlementaires avec la bourgeoisie, s'opposant lui-même à la bourgeoisie et opposant l'idée de son propre gouvernement à toutes les combinaisons gouvernementales bourgeoises. De la sorte, cette formule algébrique est, dans son essence, profondément révolutionnaire.

Mais, dira-t-on, c'est précisément parce qu'elle est révolutionnaire et non parlementaire qu'elle sera comme telle rejetée par les dissidents et les ouvriers qui les suivent ? C'est possible. Mais si nous savons exploiter habilement pour l'agitation notre mot d'ordre, les ouvriers dissidents qui l'auront repoussé une fois ne pourront le repousser une seconde fois.

Nous leur dirons : « Vous êtes pour la démocratie et pour une majorité parlementaire. Nous ne vous empêcherons pas de constituer une majorité ouvrière au Parlement ; au contraire, nous vous y aiderons par tous les moyens. Mais pour cela, il faut mettre sur pied la totalité de la classe ouvrière. Il faut l'intéresser ; il faut lui donner un mot d'ordre capable de l'unifier et de la fortifier. Ce mot d'ordre

ne peut être que celui du gouvernement ouvrier opposé à toutes les combinaisons bourgeoises et à toutes les coalitions. De la sorte, pour créer une majorité ouvrière au Parlement, pour tenter tout au moins d'y arriver, il faut soulever dans la classe ouvrière et dans les masses paysannes un puissant mouvement sous le mot d'ordre du *gouvernement ouvrier*. » Voilà comment, au point de vue agitation, il faut poser la question par rapport aux dissidents, aux ouvriers réformistes, etc... Cette position de la question est juste politiquement et pédagogiquement.

Mais le gouvernement ouvrier est-il réalisable en France sous une autre forme que celle de la dictature communiste, c'est-à-dire avant l'instauration de cette dictature, et si oui, sous quelle forme est-il réalisable ?

Dans certaines conjonctures politiques, il est parfaitement réalisable et il constitue même une étape inévitable dans le développement de la révolution.

En effet, si l'on suppose qu'un puissant mouvement ouvrier dans le pays, lors d'une violente crise politique, amène des élections donnant la majorité aux dissidents et aux communistes, ainsi qu'aux groupes intermédiaires et sympathisants et que l'état des masses ouvrières ne permette pas aux dissidents de faire bloc avec la bourgeoisie contre nous, il sera possible, dans ces conditions, de former un gouvernement ouvrier de coalition qui, dans ce cas, constituerait une transition nécessaire vers la dictature révolutionnaire du prolétariat.

Il est très possible, il est même probable, qu'un tel mouvement, se déroulant sous le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, n'aura pas le temps de trouver son expression dans une majorité parlementaire, soit parce que le temps fera défaut pour de nouvelles élections, soit parce que le gouvernement bourgeois tentera d'écarter ce danger selon les méthodes de Mussolini. Sur le terrain de la résistance à l'attaque fasciste, la partie réformiste de la classe ouvrière pourra être entraînée par la partie communiste dans la voie de la formation d'un gouvernement ouvrier par des moyens *extra-parlementaires*. Dans cette hypothèse, la situation révolutionnaire serait encore plus claire que dans la première.

Accepterons-nous, dans ce dernier cas, une coalition gouvernementale avec les dissidents ? Nous l'accepterons ; il s'avère qu'ils ont encore de l'influence sur une partie considérable de la classe ouvrière, laquelle les forcera à se détacher de la bourgeoisie. Serons-nous alors assurés contre toute trahison de la part de nos alliés au gouvernement ? Pas le moins du

monde. Tout en effectuant avec eux, au gouvernement, le travail révolutionnaire initial, nous devons les surveiller avec autant de vigilance que nous surveillerions un ennemi ; nous devons consolider sans cesse nos positions politiques et notre organisation, conserver notre liberté de critique vis-à-vis de nos alliés et les affaiblir en présentant sans cesse de nouvelles propositions qui les désagrégeront en détachant d'eux à leur droite des éléments de plus en plus nombreux.

Quant à la partie prolétarienne des dissidents, dans les conditions indiquées ci-dessus, elle se fondra peu à peu dans les rangs communistes.

Telles sont quelques-unes des possibilités de réalisation effective de l'idée du gouvernement ouvrier au cours du développement de la révolution. Mais, à l'heure présente, c'est précisément par son caractère algébrique que cette formule est politiquement importante pour nous. En ce moment, elle généralise toute la lutte pour les revendications temporaires, elle la généralise non seulement pour les

ouvriers communistes mais pour les grandes masses non encore adhérentes au communisme en les rattachant, en les unissant aux communistes par l'unité d'une tâche commune. Cette formule couronne la politique du front unique. Dans chaque grève qui se brise à la résistance du gouvernement et de sa police, nous dirons : « Il n'en serait pas ainsi si, au lieu des bourgeois, c'étaient les représentants des ouvriers qui étaient au pouvoir. » A l'occasion de chaque mesure législative dirigée contre les ouvriers, nous dirons : « Il n'en aurait pas été ainsi si tous les ouvriers s'étaient réunis contre tous les bourgeois, s'ils avaient créé leur gouvernement ouvrier. »

L'idée est simple, claire, convaincante. Sa force réside en ce qu'elle se trouve dans le sens du développement historique. C'est précisément pour cela qu'elle comporte les plus grandes conséquences révolutionnaires.

30 novembre 1922.

Léon TROTSKY.

Qu'est-ce qu'une Société Communiste ?

Dans mon précédent article, j'ai essayé de tracer à grands traits le tableau du capitalisme tel qu'il est sorti de la guerre.

Je veux aujourd'hui essayer de définir, dans ses grandes lignes, ce que sera la société communiste.

Le passage du capitalisme d'après-guerre au régime communiste étant achevé, la détermination du chemin qui mène de l'un à l'autre, c'est précisément ce qui constitue le programme de l'Internationale Communiste.

Il ne s'agit pas, bien entendu, lorsque nous définissons la société communiste, de construire théoriquement, et jusque dans ses moindres rouages, un système social utopique.

C'est le développement des contradictions internes du régime capitaliste, c'est la concentration et l'organisation du prolétariat déterminées par la concentration et l'organisation de l'industrie, c'est l'impossibilité de la coexistence prolongée du mode collectif de la technique du travail avec le mode privé de possession des instruments de travail et avec le mode privé de la répartition des fruits du travail, c'est tout cela qui détermine, à travers des péripéties dramatiques, la marche au communisme du monde actuel.

La force des communistes est de poser comme idéal, comme but final, l'état social vers lequel les forces historiques conduisent le monde.

Les communistes vont consciemment où le reste du monde va confusément, sous la pression des forces historiques.

Les communistes ne peuvent pas changer le cours de l'histoire.

Ils peuvent, en montrant le but, en reconnaissant ou en frayant les chemins qui y mènent, éviter au prolétariat bien des tâtonnements, bien des incertitudes et réduire au minimum les sacrifices sanglants inséparables de la défaite des exploités.

Une société communiste achevée suppose :

1° Le développement des moyens de travail à grand rendement : machinisme industriel et industrialisation de l'agriculture ;

2° La spécialisation de la production industrielle et agricole des pays et des régions susceptibles d'assurer aux diverses branches de la production, le maximum de productivité ;

3° Une surabondance de production qui est la conséquence du machinisme développé et de la spécialisation rationnelle ;

4° L'abaissement à quelques heures par jour au maximum du temps de travail nécessaire à assurer cette surabondance de production.

Lorsque ces conditions sont réalisées, les conséquences suivantes en résultent :

1° Le parasitisme disparaît pour ainsi dire de lui-même. Quand le travail directement productif est court et facile, qui donc peut songer à s'y soustraire ?

2° Chacun peut, en général, en dehors des occupations de science pure, d'art désintéressé, concourir directement à la production ;

3° Le maniement facile des machines productives permet l'interchangeabilité des travailleurs.

En résumé, il y a disparition des classes, et dans la société sans classes ainsi réalisée, disparition de la spécialisation à vie des travailleurs aujourd'hui attachés à leur tâche comme jadis le serf était attaché à la glèbe ;

4° Pour tous les objets de consommation surabondamment produits, l'achat, la vente, le rationnement organisé disparaissent. Chaque travailleur consomme à volonté. Le personnel des dépôts et des magasins sert à faciliter la mise en présence du consommateur avec le produit qu'il désire.

Les opérations compliquées de contrôle de répartition, de comptabilité se trouvent éliminées. Le personnel qui y est employé dans la société capitaliste ou dans les phases transitoires entre le capitalisme et le communisme, est employé à des travaux productifs et vient accroître la prospérité générale ;

5° La notion de valeur d'échange, valeur basée sur le temps de travail socialement nécessaire à la fabrication du produit, la notion de prix résultant de la loi de l'offre et de la demande et faisant osciller les prix des objets autour de leur valeur d'échange disparaîtra de la conscience humaine ;

6° Le calcul du temps de travail socialement nécessaire pour produire ou transporter les matières premières ou les objets de consommation, ce calcul servira seulement à l'organisation du travail et à la répartition par régions et localités des fruits du travail.

Comme l'explique lumineusement Engels dans l'*Anti-Dühring*, c'est tout ce qui, en société communiste, subsistera de la notion de valeur d'échange ;

7° La libre consommation des produits surabondants, la participation de tous les hommes valides à la production, la disparition des classes fera disparaître non seulement l'Etat, organe de la domination d'une classe sur l'autre, mais la notion même d'Etat ;

8° Il serait possible d'étudier dans un tel milieu la transformation de la mentalité, de la psychologie humaine.

Sans vouloir m'étendre sur ce sujet, je pense que dans le communisme achevé, la notion de violence, de vol, d'obligation, de devoir, finiront par disparaître de la conscience humaine.

Le devoir, espèce de gendarme intérieur au service des intérêts d'une classe en lutte contre une autre, n'aura plus de sens.

Tant que durera la lutte prolétarienne pour l'établissement d'une économie communiste, la morale prolétarienne subsistera.

Mais cette morale, au terme du communisme réalisé, finira par s'évanouir dans l'harmonie sociale.

Je salue le communisme comme une société sans classe, sans Etat.

Voici esquissée à grands traits ce qu'est, telle que nous pouvons le prévoir dès maintenant, une société communiste.

Là-dessus, nous ne saurions trop le répéter, il y a accord entre le marxisme et l'anarchie.

Ce n'est pas sur le but final que nous nous séparons des anarchistes. C'est sur les moyens d'atteindre ce but.

Les anarchistes disent : ce but peut être atteint presque immédiatement et d'emblée, après le renversement du pouvoir capitaliste.

Les communistes prétendent au contraire, et toutes les expériences historiques — celles de la Commune, celles de 1905 et de 1917 en Russie — confirment notre thèse que, pour construire la société communiste, il faut passer par une période où le prolétariat, constitué en classe dominante, construit pierre à pierre l'économie nouvelle à travers toutes les résistances de la bourgeoisie vaincue, mais non encore détruite.

Les communistes pendant cette période transitoire affirment la nécessité transitoire de l'Etat prolétarien.

Qu'est-ce que l'Etat bourgeois ? Qu'est-ce que l'Etat prolétarien ? Comment l'Etat prolétarien peut-il servir à passer du capitalisme d'après-guerre au communisme libertaire, quelles étapes peuvent être prévues ?

Voilà tout le problème du programme de l'Internationale Communiste.

C'est quand nous aurons étudié cela que nous pourrons examiner les points aujourd'hui contestés du projet de programme exposé par Boukharine au 4^e Congrès de l'Internationale.

BERTREINT.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

Le Numéro : 50 centimes

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

LE NUMERO 23 DE

l'Internationale **Communiste**

EST PARU

Il contient des articles de Radek, Rakovsky, Varga, Sen Katavama, Préobrajensky, Walton-Newbold, Warsky, etc...

LE NUMERO : 5 FRANCS

A titre de propagande, les numéros 21 et 22 sont envoyés franco contre la somme de un franc.

Le Congrès Communiste de Leipzig

(Suite et Fin)

Suite du rapport politique du Comité Central, lu par le camarade Meyer

Un des grands événements de l'année passée fut l'assassinat de Rathenau. A ce moment, nous avons tout fait pour aboutir à l'unité de front du prolétariat. Cette unité a échoué. La conclusion que nous en tirons est que le P. C. doit s'adresser aux masses pour qu'elles agissent sur les bureaucrates du Parti majoritaire socialiste et sur ceux de l'A. D. G. B. (*Allgemeines Deutsches Gewerkschaftsbund* — la C. G. T. allemande).

La séance de l'après-midi

Le camarade Meyer continue son rapport. La question du Gouvernement Ouvrier, depuis le Congrès d'Iéna, a pris un aspect différent. Si nous entrons en pourparlers avec les différentes organisations ouvrières, ce n'est pas seulement pour les démasquer, mais aussi pour mener une lutte en commun. Pendant la campagne qui suivit l'assassinat de Rathenau, la situation ne fut très souvent pas jugée comme il le fallait. On négligea de tenir compte de certains facteurs. Le citoyen Meyer cite à ce propos un article paru dans l'*Internationale* et le discours de Zinoviev. Il dit aussi que la *Rote Fahne*, à ce moment, n'a pas été à la hauteur de la situation.

Le mouvement des Conseils d'usines prouve que l'idée des Conseils ouvriers est toujours vivante dans le prolétariat allemand. Certains de nos camarades ont formulé des objections contre la mise en pratique de l'idée des Conseils ouvriers. On ne peut que se féliciter que le Parti n'ait pas cru devoir leur céder. Une des tâches les plus importantes du Parti consiste à utiliser et à organiser les sympathisants. Les résultats des dernières élections aux Parlements montrent que nous n'avons pas su suffisamment utiliser l'appui qui aurait pu nous venir des milieux qui montrent de la sympathie pour les idées communistes.

Contre le capitalisme

Dans la question de l'occupation de la Ruhr, le Parti Communiste a prouvé qu'il était le seul Parti représentant vraiment les intérêts du prolétariat. La politique que le gouvernement suit en matière d'impôts prouve qu'il n'a pas l'intention de remplir les conditions du traité de Versailles. L'agitation nationaliste a pour but de décharger le gouvernement de sa responsabilité et de cacher ses fautes. Nous savons que Stinnes est prêt à se mettre d'accord avec les représentants de l'industrie lourde française. Il insiste sur les dangers qu'il y aurait à ce que le gouvernement perde son autorité.

Une guerre nouvelle rencontrerait une opposition acharnée jusque dans les milieux de la petite bourgeoisie. La politique de Cuno risque de mener au séparatisme. A aucun moment de notre

histoire, le mot de Rosa Luxembourg n'a été plus vrai : « Les intérêts vitaux de la nation sont identiques aux intérêts de classe du prolétariat »

Nous menons la lutte contre le capital allemand, contre le cabinet Cuno, notre ennemi principal et dans notre propre pays. Nous faisons la même chose que le P. C. en France, qui mène la lutte contre Poincaré. Le gouvernement, après avoir fait, quelque temps, semblant de lutter contre l'*Orgesch*, lui a bientôt laissé toute liberté. En Bavière, Von Knilling interdit la presse communiste. Tandis qu'il laisse agir les socialistes, il s'acharne contre les seuls communistes. Il est temps que les ouvriers allemands ripostent. Le prolétariat allemand doit se défendre lui-même. Voilà ce que l'heure commande. Et ce n'est pas là un mot d'ordre qui ne doit servir qu'à faire de la propagande. Quand je dis que le prolétariat allemand doit se défendre lui-même, je veux dire qu'il faut qu'il agisse. Si le prolétariat allemand ne se décide pas à combattre, il partagera le sort du prolétariat italien. Dans la situation critique où nous nous trouvons, le Parti majoritaire socialiste ne fait aucun effort. Le *Vorwaerts* déclare qu'un gouvernement ouvrier ne signifierait autre chose que la guerre civile. Il est aujourd'hui exactement comme en 1914 : la même lâcheté, la même vue étroite des événements. Le sort de l'Allemagne dépend de l'attitude que prendra le P. C. C'est le P. C. qui doit exécuter la volonté du prolétariat. Le P. C. devra cesser d'être un Parti de pure propagande. C'est le Parti Communiste qui doit guider les prolétaires dans leur lutte pour la libération, dans la lutte pour la révolution mondiale.

Le Rapport administratif

Le camarade *Piek* lit le rapport administratif. Il donne un résumé des différentes campagnes qui furent menées par le P. C. allemand, depuis le Congrès d'Iéna, il y a dix-sept mois. Les objectifs de ces campagnes étaient la saisie des valeurs réelles sous le contrôle ouvrier, la formation de comités de contrôle pour lutter contre le mercantilisme, régler la production et fixer les prix des vivres, la création d'un gouvernement ouvrier. De jour en jour, les masses reconnaissent mieux que ce n'est que se servant des moyens que préconise le P. C. qu'elles pourront améliorer leur situation économique et empêcher les capitalistes de les réduire à l'esclavage complet. Le Parti a porté sa propagande dans les usines et dans les syndicats et, de ce fait, il a gagné un contact de plus en plus intime avec les masses prolétaires. En outre, pendant toute l'année, le Parti a rassemblé des secours en faveur de ceux qui, dans la Russie des Soviets, subissaient les ravages de la famine.

L'influence du Parti Communiste s'est considérablement accrue. Le résultat des élections le prouve. Les anciens Partis majoritaire et Indépendants ont perdu des électeurs. Toutefois, il faut reconnaître que si le P. C. a vu augmenter le nombre de ses électeurs, il en est de même des Partis de

droite. Cela est dû à la déception éprouvée à la fois par les petits bourgeois et par de nombreux ouvriers au sujet de la politique suivie par les socialistes majoritaires. Si, d'une part, la petite bourgeoisie devient de plus en plus réactionnaire, la grande majorité des ouvriers se tourne vers le P. C. Ainsi, l'opposition entre les différents programmes politiques devient de plus en plus nette : d'un côté, la contre-révolution, représentée surtout par le mouvement socialiste-national et, de l'autre, la révolution, représentée par le P. C. Dans le grand conflit qui s'annonce, les leaders social-démocrates, tant dans le Parti que dans les syndicats, se trouvent du côté de la contre-révolution.

Le nombre des membres du P. C. au mois de septembre 1922 était de 218.555, dont 191.845 hommes et 26.710 femmes, répartis dans 2.481 sections. Depuis le dernier recensement, le chiffre des cotisants du Parti a augmenté de 38.112. Le Parti social-démocrate, par contre, avait, d'après les statistiques établies au mois de mars dernier, perdu 46.954 membres. Depuis cette époque, le nombre de ses cotisants a encore considérablement diminué. Ainsi, les sections social-démocrates de Berlin font connaître que, dans cette seule ville, l'ancien Parti majoritaire a perdu, depuis le Congrès de fusion de Nuremberg, qui eut lieu au mois de septembre dernier, 7.000 membres et que 50 % seulement des membres du Parti indépendant se sont unis au nouveau parti. Ce fait est d'autant plus significatif que, tandis que les cotisations d'un membre du Parti social-démocrate ne se montent qu'à 100 marks, un membre cotisant du P. C. doit payer 600 marks. Le même fait s'est produit quant aux abonnés du *Vorwaerts*, d'une part, et de la presse communiste, de l'autre. Depuis que le parti social-démocrate fait de la politique de coalition, le *Vorwaerts* a vu diminuer le nombre de ses abonnés dans des proportions considérables, tandis que les organes du P. C., bien qu'ayant beaucoup augmenté le prix de leur abonnement, n'ont perdu aucun abonné, mais en ont au contraire acquis de nouveaux.

Le travail dans les différents départements de l'organisation communiste, tels que dans le département des syndicats, le département agricole, secrétariat féminin, le département pour l'étude des questions municipales, a été couronné de succès.

Mais les succès que nous venons de constater ne doivent pas nous faire oublier tout ce qu'il y a encore à faire. Il faut que chaque communiste prenne une part active au mouvement révolutionnaire, surtout dans les syndicats et dans les fabriques. Il faut aussi perfectionner l'instruction politique et scientifique des camarades. Nous avons institué à cet effet un département spécial qui doit s'occuper de l'instruction et de la propagande. Ce département a fondé deux écoles de parti et plusieurs écoles dans les différents districts. Il a aussi organisé des tournées de conférences. Cette propagande doit être poursuivie. D'autre part, le nombre des brochures communistes s'est considérablement accru. Il faut que nos camarades en fassent usage pour se préparer à lutter à l'avant-garde du prolétariat.

La situation politique du Parti l'engage à déployer une activité toujours plus grande pour constituer le front unique en Allemagne et s'unir en même temps aux prolétaires de tous les pays capitalistes.

**

Le citoyen *Piek* ajoute quelques mots pour compléter ce qu'il vient de dire dans son rapport.

Dans les dernières semaines, le Parti a vu considérablement augmenter le nombre de ses membres. Mais l'influence du Parti est encore bien plus grande si l'on tient compte de ceux qui, jusqu'ici, étaient restés indifférents à toute question politique, ainsi que des milieux ouvriers réformistes. Le nombre des sympathisants a considérablement augmenté. Le Parti social-démocrate, par contre, a non seulement perdu des membres, mais encore a vu diminuer son influence.

Discussion sur les rapports politique et administratif du Comité Central

On entend d'abord les déclarations d'un citoyen représentant la Ruhr et d'un autre représentant la Bavière.

Klemme (Essen) :

« A en croire les nouvelles lancées par la presse bourgeoise, on pourrait supposer que les ouvriers de la Ruhr se sont entièrement solidarisés avec les Stinnes, Thyssen, Klockner, et qu'ils défendent le capital allemand contre le capital français. Nous pouvons vous assurer qu'il n'en est rien. Il est vrai que les ouvriers de la Ruhr et en première ligne les communistes se rendent compte quelles sont les conséquences économiques que peut entraîner l'occupation de la Ruhr, mais nous n'ignorons pas non plus que si les choses sont venues au point où elles en sont, ceci est dû en grande partie à l'attitude provocante des gros capitalistes allemands. C'est un mensonge que de dire que l'ensemble des ouvriers de la Ruhr soit nationaliste. Les ouvriers de la Ruhr se rendent parfaitement compte que ceux qui veulent les inciter à faire des Putsch pour la défense nationaliste ne sont autres que leurs exploiters. Ils n'ont pas oublié les invasions des gardes blanches de Noske et du général Watter. Malgré toutes les excitations concertées des nationalistes, les ouvriers de la Ruhr ne se laisseront pas lancer dans une guerre criminelle. C'est nous autres, communistes, qui avons les premiers vu clair et qui avons dit aux ouvriers : ce n'est pas le Français qui est l'ennemi, l'ennemi c'est le capital tant allemand que français.

« Au milieu de la confusion créée de toutes parts, le P.C. a convoqué les ouvriers dans les fabriques et leur a dit la vérité. Samedi dernier, il y eut une manifestation intéressante des masses dirigée contre la propagande impérialiste, contre le ministère Cuno, et contre le militarisme français. Nous n'ignorons pas que l'objet de la lutte des deux côtés c'est l'exploitation des ouvriers. Le capitalisme allemand aussi bien que le capitalisme français est l'ennemi mortel du prolétariat.

« Notons qu'on a occupé seulement la partie de la Ruhr où se trouvent les mines et les entreprises de l'industrie lourde, mais qu'on a épargné la partie où se trouvent les fabriques de produits manufacturés. On ne peut s'empêcher de croire que les Stinnes et Cie ne verraient pas d'un mauvais œil les armées françaises les aider à mater les ouvriers allemands.

« Les communistes de la Ruhr ne prêteront pas la main à ce que les ouvriers soient livrés au nationalisme. Nous pouvons assurer que l'attitude claire et nette des communistes nous a gagné des sympathies partout dans la classe ouvrière. Le jour n'est pas éloigné où nous pourrions retourner les armes et lutter à la fois contre les impérialismes allemand et français. » (*Applaudissements prolongés.*)

La parole est au citoyen *Eisenberger*, représen-

tant les communistes de Bavière. « La situation en Bavière est décisive pour celle de tout le Reich. Les nationalistes s'appuient sur la réaction monarchiste. Ils sont alliés à l'industrie lourde française, qui travaille à disloquer l'unité du Reich. Nous ne devons pas faire une politique à courte vue. Ce qui se passe dans la Ruhr se terminera par un compromis conclu sur le dos du prolétariat. Quant à la crise en Bavière, elle n'est que le commencement des suprêmes luttes sociales. »

**

La citoyenne *Braunthal* prend la parole au sujet du rapport politique d'Ernst Meyer.

« Si nous devons remplir notre tâche, il faut que nous sachions gagner à notre cause la masse du prolétariat des femmes. Le P.C. a pris une part active dans le mouvement des femmes contre la vie chère. Ce sont surtout nos camarades de Thuringe qui ont su déployer une grande énergie à ce sujet et qui par là, ont gagné de grandes masses à notre cause. Nous devons continuer à agir dans le même sens. Les ouvriers doivent de plus en plus reconnaître qu'ils ont besoin des femmes dans les luttes qu'ils engagent. Dans certaines grèves les ouvriers ont très bien su intéresser les femmes à leur cause. Je ne rappellerai que ce qui s'est passé lors de la grève des métallurgistes de l'Allemagne du Sud, et lors des grèves de Dusseldorf et de Ludwigshafen.

« Toutefois il nous reste encore beaucoup à faire. Dans les usines, une grande partie des femmes ne prennent pas encore part à notre action politique. Il faut que ces ouvrières sachent que c'est surtout le K.P.D. qui défend leurs intérêts. »

La discussion

Ruth Fischer prend la parole pour critiquer le rapport de Meyer.

« Le Parti n'a pas fait le nécessaire dans la question de l'occupation de la Ruhr. Les ouvriers n'ont pas compris que nous n'ayons pas mieux fait usage des occasions qui s'offraient à nous pour renforcer notre propagande et gagner les masses à notre cause. La situation actuelle qui nous offre un terrain des plus favorables pour la continuation de notre lutte. On peut dire, en général, que nous n'avons pas su être un Parti vraiment révolutionnaire.

« Le Parti n'a pas fait son devoir lors de la campagne menée après l'assassinat de Rathenau. Nous aurions dû montrer à cette occasion l'importance des causes économiques et développer notre programme de lutte des classes. Le Parti devait faire comprendre au prolétariat que la seule manière d'arriver à ses fins était la grève générale.

« Nous n'avons pas su poser les questions comme il le fallait, et nous nous sommes bornés à lancer certains mots d'ordre, nous sentant liés par les promesses que nous avions données aux autres organisations ouvrières. Ainsi à Berlin un de nos militants le plus en vue a déclaré qu'il ne fallait pas parler de grève générale en ce moment. Quant à la question du front unique, le Congrès doit établir clairement que, quelle que soit la situation dans laquelle on se trouve, le Parti ne devra pas sacrifier ses principes. »

Plenge (Solingen) :

« La critique des Berlinoises est stérile. Nous disons aux ouvriers de la Ruhr : « Méfiez-vous des fascistes allemands qui veulent vous lancer contre les armées françaises. Il faut mener la lutte à la fois contre Poincaré et Cuno. »

Le citoyen *Kleine* (Saxe) dit :

« Nous devons concentrer nos forces contre notre véritable ennemi, le capitalisme. C'est le P.C.

seul qui a prévu l'évolution économique par laquelle nous passons en ce moment. Toutes les tendances bourgeoises-pacifistes n'ont servi qu'à différer l'échéance fatale. Nous assistons à la banqueroute du Parti Socialiste Démocrate. Les classes moyennes sont en train de disparaître. Le P.C. est le seul Parti qui puisse endiguer une issue. C'est pourquoi nous devons rester unis. Sans cela nous risquerions qu'une partie des ouvriers se laissât entraîner par les nationaux socialistes.

« Notre Parti, à vrai dire, n'a pas réellement une gauche et une droite. Il est plein de vigueur. Il est vrai qu'il a commis des erreurs. Il forme néanmoins une organisation qui se sent la force de rassembler le prolétariat allemand pour le mener à la lutte. Si ceux de la gauche disent qu'il faut ériger des fils barbelés contre l'opportunisme, ils ont raison. Mais si vous voulez faire de ces fils barbelés un mur qui vous fermerait l'accès aux grandes masses, vous faites fausse route. »

Konig (Brême) :

« Nous devons éviter à l'avenir les fautes que nous avons commises lors de la campagne consécutive à la mort de Rathenau. Si à ce moment nous avions demandé la confiscation des grandes propriétés terriennes au profit des mutilés de guerre, nous aurions gagné ceux-ci à notre cause et nous les aurions empêchés de suivre les mots d'ordre des nationaux socialistes. Je donne raison à la citoyenne *Ruth Fischer* quand elle dit que nous n'avons pas été assez actifs.

« Mais nous ne devons pas oublier que notre tâche principale, qui consiste à nous montrer unis pour gagner la confiance des masses. »

Réponse d'Ernst Meyer

Le citoyen *Ernst Meyer* clôt la discussion par la déclaration suivante :

« Le Parti ne peut se passer de la critique de ses membres. C'est un signe de vigueur que de savoir profiter des critiques. Mais on peut aussi exagérer les critiques, et c'est là un danger. La citoyenne *Ruth Fischer* a déclaré que nous avons manqué d'énergie dans les questions de la Bavière et de la Ruhr. C'est là une exagération que je ne comprends pas. De même elle a déclaré que le P.C. n'était pas vraiment un Parti révolutionnaire, sans donner des preuves de ce qu'elle avançait. J'ajoute quelques mots sur la question de la Ruhr. C'est nous seuls qui représentons vraiment les intérêts du prolétariat.

« Nous reprochons au gouvernement de Cuno de trahir, par sa politique, les intérêts du prolétariat. Notre lutte est dirigée contre deux fronts : contre la réaction allemande et la réaction française. Dans la Ruhr les ouvriers ont pris contact avec les deux fronts. Ils luttent à la fois contre le militarisme allemand et contre le militarisme français.

« Si Poincaré veut jouer le rôle de sauveur du prolétariat de la Ruhr, nous nous refuserons énergiquement à faire son jeu. Nous savons très bien que Poincaré et le capital français n'attendent que le moment propice pour étrangler le prolétariat allemand.

« Nous disons à Poincaré : « Si tu veux vraiment prouver que tu es l'ami des ouvriers, commence par libérer les camarades communistes français enfermés à la Santé ». Mais c'est ce que Poincaré ne fera pas. Les capitalistes français ne le lui permettraient pas. Ils mènent la même lutte contre le prolétariat français que les capitalistes allemands contre le prolétariat allemand. La situation dans la Ruhr est difficile pour le prolé-

ariat. Mais les circonstances, en somme, nous sont favorables. Nous verrons augmenter le nombre de nos partisans dans des proportions considérables, et ils suivront tous nos mots d'ordre : Pour la lutte de classes, pour le combat international révolutionnaire, contre la bourgeoisie au delà et au delà des frontières. »

Rapport de Clara Zetkin

sur le 4^e Congrès de L. I. C.

Le 4^e Congrès mondial, dit notre amie Clara Zetkin, fait du bon travail.

Il y a eu trente-deux séances plénières et cent séances de commissions.

Quelques-uns diront peut-être que l'ordre du jour fut trop surchargé. Mais il faut bien faire remarquer ici la différence qui existe entre la 3^e et la 2^e Internationale. La 2^e Internationale n'a jamais été qu'une organisation sans consistance réelle. Elle s'abstenait de se mêler de ce qui concernait les différentes sections. C'est aussi pourquoi elle n'a jamais pu réaliser une unité d'action.

L'Internationale Communiste, par contre, est un parti réellement organisé et unifié. Nous nous trouvons en ce moment dans une situation révolutionnaire qui oblige tous les Partis de L. I. C. à être également prêts à la lutte. Les différentes sections doivent se préparer pour l'action. C'est pourquoi nous avons décidé que le *Comité Exécutif Élargi* devra discuter, avant les Congrès internationaux, les différents problèmes qui y seront posés.

Je ne ferai pas un rapport complet et détaillé des différents sujets qui ont été discutés au 4^e Congrès mondial. Je me bornerai à essayer de faire une analyse des différentes tendances qui s'y sont fait jour. La délégation allemande n'était pas d'accord sur tous les points. Cela s'est manifesté surtout lors de la discussion sur le rapport de Zinoviev et sur celui de Radek.

Les représentants de notre gauche estimaient que le devoir du 4^e Congrès mondial était de redresser la politique opportuniste du 3^e Congrès. Ils ont prétendu qu'il fallait en revenir là où l'on en était au 2^e Congrès. Cette conception me paraît puérile. Le 3^e Congrès mondial avait autre chose à faire que de s'agiter autour de quelques inepties de gauche. Il devait s'élever contre les fausses conclusions que certains membres avaient tirées de conceptions justes en elles-mêmes.

Offensive du Proletariat et Front unique

Il avait à corriger ce qu'il y avait d'exagéré dans la théorie de l'offensive, ou la « philosophie de l'offensive », ainsi que se sont exprimés certains camarades.

Il y avait deux erreurs à éviter : la première consistait à croire que du moment que la situation est mûre pour la révolution, il en est de même pour les esprits, et qu'il suffisait qu'une avant-garde révolutionnaire prit la tête du mouvement pour que les masses suivissent. Une autre erreur consistait à conclure du fait que le prolétariat mondial n'a pas encore fait la révolution, que les conditions pour la révolution mondiale ne sont pas encore données. La première erreur peut mener à toutes sortes d'aventures politiques, tandis que la seconde équivaldrait à une renonciation à toute action révolutionnaire. Le 3^e Congrès mondial avait à éviter ces deux dangers. Les dis-

cussions qui y ont eu lieu rappellent la revision que Marx et Engels ont dû faire de leurs idées, dans les années qui suivirent la révolution de 1848. Mais voici une différence bien essentielle : si, du temps de Karl Marx et de Friedrich Engels, les problèmes se discutaient entre deux savants, aujourd'hui, dans la période de la décadence capitaliste, c'est le prolétariat mondial qui prononce son jugement.

Au centre des débats du 4^e Congrès mondial se trouvait la question du front unique prolétarien. Comme on le sait, les camarades italiens et français ont commencé par s'opposer à cette thèse. Les discussions qui eurent lieu à ce sujet furent beaucoup simplifiées du fait que les représentants français et italiens se déclarèrent prêts à se soumettre aux résolutions du Congrès, quelles qu'elles soient.

La citoyenne Ruth Fischer a critiqué la manière dont l'idée du front unique avait été réalisée en Allemagne, surtout lors de la campagne qui suivit l'assassinat de Rathenau. Il n'y a pas de doute que certaines fautes aient été commises. Mais serait faux de conclure de là que le Parit est devenu opportuniste. Les fautes s'expliquent du fait que le P. C. allemand n'a pas encore affirmé suffisamment son organisation. Ces défauts n'ont d'ailleurs pas empêché la campagne, après l'assassinat de Rathenau, d'avoir de l'allure. Il y a chez nous des éléments extrémistes qui sont contre le front unique, parce qu'ils craignent que le programme du Parti ne soit dilué, affaibli. Nous disons, au contraire, que plus le front est élargi, plus il est nécessaire d'insister sur nos principes. Le fait est que les grandes masses ne se sont pas encore libérées de l'influence croupissante des organisations réformistes.

Théorie et pratique

Un autre sujet de discussion fut fourni par la question du Gouvernement ouvrier. Mais la méfiance envers le gouvernement ouvrier est moins fondée sur la menace d'un danger opportuniste que dans l'inquiétude et le manque de confiance en soi dont fait preuve, en cette circonstance, notre opposition. Lorsqu'il y a un danger, il faut savoir le regarder en face. Si nous voulions éviter tout danger, nous cesserions bientôt d'être un Parti révolutionnaire, pour n'être plus qu'une secte philosophique. (Le discours de Clara Zetkin est interrompu par des camarades qui apportent la nouvelle que le gouvernement saxon a donné sa démission.)

La citoyenne Clara Zetkin continue :

« Vouloir un gouvernement ouvrier ne signifie pas travailler à diminuer les oppositions de classes. Les formes que prendra le gouvernement ouvrier dépendront des circonstances. L'instauration d'un gouvernement ouvrier pourra résulter de la formation d'une majorité ouvrière dans les Parlements. Mais cela n'est possible que si cette majorité reflète, au sein des Parlements, la lutte du prolétariat.

« Le Congrès avait pour tâche de créer un programme de L. I. C. Ce programme n'a pas encore été formulé. L'opposition dans le Parti allemand a déclaré ne pas pouvoir se solidariser avec le projet de programme qui avait été proposé, parce que les clauses que celui-ci contenait étaient liées à des revendications de période de transition dans lesquelles il voyait des concessions opportunistes. Mais il ne peut y avoir de séparation absolue entre les principes communistes et les revendications

de la période de transition. Leur rapport est celui de la théorie à la pratique.

« L'histoire de la 2^e Internationale démontre combien la séparation entre la théorie et la pratique est dangereuse. De même, il y aurait danger à vouloir tracer une ligne de démarcation entre les principes qui doivent diriger notre politique, avant et après la conquête du pouvoir politique. Les époques révolutionnaires n'admettent pas de telles lignes de démarcation. Ce qui se passe dans la Russie des Soviets prouve que des revendications de période de transition s'imposent en tant que moyens de défense.

« Les luttes qui ont eu lieu au sein du P. C. allemand ne sont pas à comparer avec celles auxquelles on a assisté dans les autres partis. Le Parti allemand s'est développé en opposition contre l'opportunisme. Ceci ne veut pas dire que tous les membres de notre Parti soient de vrais et seuls communistes. Quelques-uns des nôtres sont encore imbus de traditions réformistes. De même, des influences de la K. A. P. continuent à se faire sentir. L'opportunisme et l'extrémisme verbal ont la même origine : l'impatience de vouloir à tout prix sortir d'une situation politique peu claire. Ils dérivent, l'un et l'autre, du même manque de clarté en fait de théorie. Je ne considère pas comme un malheur qu'il y ait dans notre Parti des tendances de droite et de gauche. Elles empêchent que, de part et d'autre, on commette certaine erreurs. C'est de l'opposition de ces tendances que jaillira la vérité. Les différentes tendances doivent pouvoir se manifester librement, mais ce qui ne peut être toléré, c'est que ces différences de tendance aboutissent à une formation de fractions. Cela équivaudrait à la décomposition du Parti. Il faut empêcher toute velléité dans ce sens. Pour l'instant, je ne vois pas que nous soyons menacés de voir se former une fraction de droite. Mais le danger de la formation d'une pareille fraction de gauche n'est pas exclu. Le meilleur moyen pour que le Parti soit toujours conscient du but à poursuivre et des moyens à employer consiste à augmenter son activité dans la lutte journalière.

« La scission dans le Parti français ne s'est pas faite d'une façon aussi organique que dans le Parti allemand. Dans le nouveau parti qui s'était formé à Tours, on avait encore conservé des illusions petites-bourgeoises. L'Internationale s'est vue obligée d'y mettre fin. Cette tactique a été couronnée de succès, ainsi que le prouve l'attitude magnifiquement de nos camarades français, lors de l'occupation de la Ruhr.

« Ce qui manque encore à l'I. C. dans son ensemble, c'est l'éducation communiste, non seulement de tout le Parti, mais encore de chacun de ses membres. Le 4^e Congrès mondial a prévu l'occupation de la Ruhr par les impérialistes français, et a dirigé sa politique en prévision de cet événement. Il s'est déclaré contre le Traité de Versailles.

« Tandis que le monde capitaliste s'écroule, la Russie des Soviets forme le seul Etat où l'évolution politique, économique et culturelle suive une ligne ascendante. L'histoire de la Révolution russe prouve la nécessité de la dictature prolétarienne. Il n'y a rien de plus stupide que de s'imaginer que le communisme pourrait être réalisé par des moyens pacifiques. La Révolution russe n'est pas seulement l'œuvre d'une avant-garde révolutionnaire, elle n'a été possible que par l'alliance étroite du P. C. et des masses.

« Le 4^e Congrès mondial a infligé un démenti à ceux qui disaient que la Russie avait renoncé à ses buts révolutionnaires. La période de transition,

probablement, ne pourra pas être évitée chez d'autres peuples. Nous tous, à Moscou, nous avons vécu pendant un mois sous l'impression enivrante d'une vie qui renaît partout, et nous avons vu à l'œuvre, avec enthousiasme, le prolétariat héroïque de la Russie prêt à tous les sacrifices. Et chacun de nous s'est dit : « Délie tes souliers, car tu foules une terre sacrée. » (*Applaudissements frénétiques.*)

Discussion sur le rapport de Clara Zetkin

Ruth Fischer prend la parole, au nom de la minorité :

« Il y a un nouveau danger de révisionnisme dans le Parti allemand. Le 4^e Congrès a repris les résultats du 2^e Congrès. Le 2^e Congrès avait reconnu clairement les dangers que comportait l'opportunisme et a su y remédier.

« Le Comité central du P. C. allemand veut faire d'importance au putchisme. Le 4^e Congrès a confirmé les 21 conditions.

« Le Comité central du P. C. allemand veut faire instaurer le gouvernement ouvrier en se servant des méthodes de l'Etat bourgeois. La majorité du Parti Communiste allemand ferait mieux de s'ériger contre la menace opportuniste que de se borner à condamner la minorité. »

Becker (Hambourg) :

« Moi aussi je m'étais solidarisé avec la gauche au moment où il y avait un réel danger d'opportunisme dans le Parti allemand. Mais on ne peut lutter effectivement contre un pareil danger que par des moyens politiques. La gauche n'a su que troubler la vie du Parti au lieu de lui préciser une tactique à suivre. L'opposition de gauche a exagéré le danger de l'opportunisme. Elle est tellement soucieuse de garder sa pureté révolutionnaire qu'elle a peur de toute action qui la mettrait en contact avec les autres organisations révolutionnaires. »

Thaelmann (Hambourg) :

« Le 4^e Congrès s'est vu dans la nécessité d'insister à nouveau sur les 21 conditions, étant donné que de fortes tendances opportunistes s'étaient fait jour dans les Partis français, tchéco-slovaque et norvégien. Le Parti français, dans une lutte violente, a su vaincre les tendances opportunistes. C'est un bon exemple, dont devrait s'inspirer le Parti allemand. »

Tickel (Stuttgart) :

« Les mots retentissants dont se sert la gauche ne font parfois que cacher un manque complet d'activité. Quant on ne voit partout que des dangers menaçants, on finit par renoncer à toute action. Il n'est venu à l'idée de personne de vouloir engager des négociations avec les organismes centraux du réformisme, sans poser au préalable certaines conditions. Ainsi, la Fédération de Hambourg demande qu'avant de penser à instituer le gouvernement ouvrier, on ait brisé la puissance de la bourgeoisie. Mais si on s'en tient à cette condition et si réellement on attend le moment où la bourgeoisie aura perdu tout pouvoir, à quoi sert de parler de gouvernement ouvrier ? Car le gouvernement ouvrier doit précisément nous fournir les moyens de vaincre la bourgeoisie. Aussi est-il nécessaire que le programme communiste contienne des revendications pour la période de transition. »

Kleine :

« La camarade Ruth Fischer censure les trois Congrès. Au 8^e Congrès elle donne une bonne note. Au 4^e Congrès une note encore meilleure. Au 3^e un zéro. Mais pourquoi cette critique du 3^e Congrès ? Le 3^e Congrès n'a-t-il pas confirmé les vingt et une conditions ?

Unfried (Berlin) :

« Le 4^e Congrès a mobilisé les ouvriers du monde entier contre le danger fasciste. En envisageant ce danger, il faut se rendre compte du rôle important qu'y joue la question agraire. Le fascisme cherche à recruter une partie de ses adhérents parmi les ouvriers agricoles. C'est ce que nous voyons se produire dans le Wurtemberg, le Mecklembourg et même dans les environs de Berlin. Les communistes de Berlin semblent méconnaître le danger. Nous devons suivre dans la question agraire le programme d'action qui a été établi au 4^e Congrès. »

Clara Zetkin prend la parole pour clore la discussion :

« Ruth Fischer déclare qu'entre ses conceptions et les miennes il y a des différences de principe, mais elle ne nous indique pas les conséquences qu'elle tire de ses principes. Nous, par contre, nous disons nettement notre pensée. La situation est révolutionnaire. Mais la marche de la révolution ne s'est pas faite aussi vite chez nous qu'en Russie. Le mouvement a subi un temps d'arrêt. La bourgeoisie a renforcé son pouvoir. Le fascisme a grandi. Quelles sont les conclusions qu'il faut tirer de ces faits ?

La théorie de l'offensive est en contradiction avec l'enseignement qui se dégage des circonstances. Ce n'est qu'aujourd'hui seulement que le prolétariat se révolte. C'est ce que Ruth Fischer ne sait pas voir. (*Interruption.*) Si quelqu'un a violé les vingt et une conditions c'est bien vous, qui avez voulu vous dérober au contrôle du Parti en formant des fractions et en voulant publier des organes qui représenteraient vos points de vue.

« Ruth Fischer a tort de s'appuyer sur des paroles de Zinoviev dirigées contre l'opportunisme ; Zinoviev a en vue l'opportunisme en dehors du K.P.D.

Ce sont les masses réformistes qui constituent un réel danger, mais ce n'est pas contre ce danger là que lutte Ruth Fischer. Si, dans notre Parti, il y avait de l'opportunisme, il faudrait, cela va sans dire, le combattre par tous les moyens. Vous, par contre, vous inventez un fantôme d'opportunisme pour pouvoir le combattre.

« Mais voyons quels sont les hauts faits de la gauche. La tendance de Berlin a saboté le mouvement des Conseils ouvriers. Lorsque des représentants de tous les partis du Reich sont venus à Berlin, les Berlinoises évitèrent tout contact avec eux. Je constate que tandis que nous étions là-bas, les Berlinoises n'y étaient pas. Je ne nie pas qu'on puisse reprocher certains défauts au comité central. Mais il n'est pas vrai de dire que le comité ait manqué à son devoir en ne prenant point part à la lutte contre l'opportunisme. Ce n'est pas vrai que Thalheimer veuille faire de la question du gouvernement ouvrier une partie intégrante du programme. Le gouvernement ouvrier est une possibilité qui nous est donnée par les événements. Il peut, sous certaines conditions, devenir une nécessité. Nous avons à nous demander à propos de chaque changement dans la situation politique si les circonstances veulent que la question du gouvernement ouvrier devienne le mot d'ordre de la lutte contre le capitalisme.

« La gauche ne veut entendre parler de gouvernement ouvrier qu'après qu'on aura armé le

prolétariat. Les résolutions votées au 4^e Congrès, par contre, indiquent clairement que ce sera le devoir le plus important du gouvernement ouvrier d'armer le prolétariat. Le 4^e Congrès ne considère donc pas l'armement du prolétariat comme une condition mais comme un devoir. (*Interruption : Combien de temps faut-il que le prolétariat reste sans armes ?*)

Clara Zetkin. — Votre interruption prouve que vous ne comprenez rien au marxisme. (*Nouvelles interruptions.*)

Clara Zetkin. — Puisque vous ne me comprenez pas, je répondrai à votre question : « Cela dépendra de la force des ouvriers d'une part, et de celle de la bourgeoisie de l'autre. (*Applaudissements prolongés.*)

Citoyens et citoyennes, il est nécessaires de créer ici de la clarté, c'est pourquoi m'adressant à la gauche je lui dis : « De tout ce que vous avez dit jusqu'ici, on ne peut rien conclure quant à ce que vous voulez faire. Dites-nous ce que vous voulez. Le 4^e Congrès, dans un cas concret, a montré ce qu'il fallait entendre par « travail révolutionnaire ». Les peuples de l'Orient se réveillent. Leur mouvement est imbu, imprégné de nationalisme. Mais ils luttent contre le capitalisme impérialiste. Le 4^e Congrès a déclaré que de tels mouvements nationalistes révolutionnaires doivent être appuyés par tout communiste. Le reveil des peuples de l'Orient a une signification révolutionnaire. Il menace les impérialismes anglais et français.

Nous considérons que la critique est utile et nécessaire. Mais une critique comme celle de Ruth Fischer paralysera l'action du Parti. Ce qui manque à la gauche, c'est une position nette et claire et c'est aussi pourquoi sa critique est stérile. (*Se tournant vers les délégués de Berlin*) : C'est vous qui portez la responsabilité si le Parti ne déploie pas une plus grande activité. C'est vous qui le paralysez. Nous vous engageons à diriger vos armes contre le véritable ennemi, contre la bourgeoisie mondiale, contre la bourgeoisie allemande, à mener le bon combat pour le front unique et révolutionnaire, à engager la lutte pour le gouvernement ouvrier comme étant l'étape décisive qui mènera à la révolution mondiale. (*Longs applaudissements.*)

Le Congrès vote ensuite une résolution qui engage les citoyens à aider à la reconstruction économique de la Russie des Soviets en participant à l'emprunt ouvrier, ainsi qu'une résolution de sympathie pour le prolétariat hindou et une autre par laquelle le Congrès déclare adhérer aux résolutions du 4^e Congrès mondial.

(Trad. par Alix Guillain.)

VIENT DE PARAÎTRE

LOUISE BODIN

Le Drame politique du Congrès de Paris

(15-19 OCTOBRE 1922)

Une forte brochure de 64 pages : 1 fr. 25
Franco : 1 fr. 40

Edition des Cahiers Communistes
En vente à la Librairie de l'Humanité

Chronique Internationale

ALLEMAGNE

Qu'advient-il des finances allemandes ? Bien hardi serait l'éminent économiste qui se chargerait d'en pronostiquer l'évolution. La banqueroute est un fait. Elle est chaque jour plus ruineuse, plus complète. Jusqu'où ira-t-elle ?

Du 17 au 23 janvier — rapport officiel — la Banque nationale a émis pour 217.000.000.000 (neuf zéros...) de marks de nouveaux billets de banque. Et dans les premiers jours de février de gros établissements berlinois ne payaient pas plus de 150.000 marks, faute de papier monnaie !

On annonce ces jours-ci l'émission de billets de 50.000 marks et prochainement celle de billets de 100.000.

Au total il y avait en circulation, le 23 janvier, pour 1.654.600.000.000 — lisez : un trillion six cent cinquante-quatre milliards — de billets de banque.

Les presses de l'Etat continuent à fonctionner. Et les hommes d'Etat les plus chauves étudient le problème de la sitabilisation du mark !

La hausse des prix, ou pour mieux dire la diminution automatique, à l'infini, des salaires va naturellement de pair avec les émissions. Qu'on en juge.

Le 3 février, au soir, 1 livre de beurre fin se vendait 6.900 marks et le 5 février, 7.200 marks. Dans le même laps de temps la margarine de seconde qualité, le beurre du pauvre, montait de 10 p. 100 : de 4.200 à 4.500, les pommes de terre de 15 p. 100 : de 26 marks la livre à 30 ; le saindoux passait de 6.000 à 7.200 marks la livre (20 p. 100) ; un œuf, de 380 à 420 marks (11 p. 100).

Il est à remarquer que ce sont les articles de consommation les plus usuels dont les prix montent le plus.

Pendant ce temps on discute les augmentations de salaires ultérieures. Quand elles arriveront les prix auront encore doublé ou triplé.

Une centaine de cas d'empoisonnement par la mauvaise farine ont été constatés aux environs de Berlin et plusieurs cas, par la viande de cheval pourrie. Plusieurs cas mortels. On entrevoit à la lumière de ce fait-divers comment se nourrissent les pauvres d'Allemagne.

En janvier 116.574 personnes, dont 9.135 femmes, sans gîte ont été hébergées par les asiles de nuit de Berlin. En janvier 1922 le nombre des sans-gîte berlinois n'était que de 78.263. Augmentation : 38.211 en un an. Qui paie les... réparations ?

Nous avons signalé en son temps la mort du député communiste au Landtag de Bavière, Hagemeis-

ter, un des courageux prisonniers de la révolution soviétiste à Munich, mort le 16 janvier à la forteresse de Niederschoenenfeld où il purgeait une longue peine de réclusion.

La vérité, révélée par la fraction communiste du Reichstag, c'est que Hagemeister est mort des suites de mauvais traitements. Malade il s'est vu refuser le secours d'un médecin. Il a passé des nuits désespérées dans l'isolement absolu de sa cellule, tour à tour transi et brûlé par la fièvre. L'administration pénitentiaire a consciemment laissé mourir, à l'abandon, cet ennemi de classe condamné et sans défense.

C'est ainsi qu'on tue, dans les prisons de la démocratie allemande. Remarquons que la mort authentique de Hagemeister a fait beaucoup moins de bruit dans la presse socialiste d'Europe que la mort imaginaire du socialiste révolutionnaire Timoféev, à Moscou, naguère...

On tue passablement dans la Ruhr. C'est par dizaines que se comptent déjà les pauvres gens abattus à coups de fusil par des sentinelles françaises ou belges que des consignes féroces abrutissent. A Dusseldorf un écolier a été tué : il regardait, peut-être d'un œil moqueur, les troupes sur la place. Une fillette à côté du petit assassiné a reçu une balle dans le ventre. M. Poincaré appelle cela la « protection — pacifique ! — de ses ingénieurs ». Il emploie ingénieusement l'euphémisme. Au fond, il ne fait que traiter les habitants de la Ruhr comme les grévistes du Havre.

R. ALBERT.

VIENT DE PARAITRE

A. KER

La Liquidation du Traité de Versailles

Préface de GASTON MONMOUSSEAU

Une brochure : 1 fr. 25

Franco : 1 fr. 40

En vente à la Librairie de l'Humanité



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.